Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, dans "Le Parisien-Aujourd'hui en France" du 6 juillet 2012, sur la situation politique en Syrie.

2012-07-06

Q - La Conférence des Amis du peuple syrien, qui s'ouvre ce matin à Paris, ne risque-t-elle pas d'être une réunion de plus?

R - Il ne s'agit pas d'une réunion abstraite sur la Syrie, mais d'une réunion pour le soutien concret au peuple syrien. Ce qui la rend particulière, c'est d'abord le nombre de participants : plus de 100 délégations, c'est-à-dire la moitié du monde, et pour la première fois plus de 100 représentants de l'opposition. C'est un cadre vaste qui permet de discuter et de prendre des décisions, à un moment où il est évident qu'il faut avancer. Il ne peut pas y avoir de statu quo, compte tenu de la barbarie de Bachar Al-Assad, du risque de guerre civile et confessionnelle, et d'extension aux pays voisins.

Q - Le chef des observateurs de l'ONU en Syrie, le général Robert Mood, juge que la communauté internationale discute trop mais agit peu pour arrêter les violences...

R - C'est vrai que nous voudrions aller plus vite. Le général était présent la semaine dernière à la réunion de Genève, dont il a reconnu l'avancée. Pour la première fois, un texte signé par l'ensemble des membres du Conseil de sécurité n'a pas seulement réclamé l'arrêt des violences mais permis de tracer une feuille de route pour une transition politique. Kofi Annan est chargé particulièrement de son application.

Q - Mais, depuis, les versions des pays signataires divergent. Cette transition doit-elle se faire avec ou sans Bachar Al-Assad?

R - Sans Bachar Al-Assad. Le texte de Genève ne peut pas avoir d'autre signification, puisqu'il précise que l'ensemble du pouvoir exécutif sera transféré au gouvernement de transition. Or, que je sache, c'est Assad qui, malheureusement, exerce le pouvoir exécutif aujourd'hui. Le texte précise aussi que le gouvernement de transition devra être composé avec le consentement des uns et des autres. Or l'opposition ne consentira évidemment pas à ce que Bachar Al-Assad reste là. Alors, après coup, les interprétations varient. Mais, nous qui avons participé à la réunion, nous savons bien ce qu'elle signifie.

Q - Quelles décisions concrètes attendre de la conférence d'aujourd'hui ?

R - Plusieurs choses : élargir le champ d'application des sanctions à l'encontre du régime syrien; soutenir l'opposition en lui fournissant notamment des moyens de communication; appuyer les réseaux humanitaires; demander que le texte adopté la semaine dernière soit transmis au Conseil de sécurité de l'ONU pour le rendre obligatoire dans le cadre du chapitre VII de la charte des Nations unies.

Q - Que peut-on imaginer de plus comme sanctions ?

R - Il s'agit d'abord de faire en sorte que les sanctions économiques et financières décidées soient appliquées, notamment dans l'ensemble de la région. Pour ce qui concerne l'Europe, elles sont appliquées, même s'il reste encore quelques renforcements possibles. La Grèce, par exemple, continue d'importer des phosphates syriens. Une compagnie de télécommunications, possédée indirectement par un État européen, doit aussi être mise sur la liste des sanctions. Nous en discutons au niveau européen.

Q - Certains pays de la région ne jouent pas le jeu ?

R - Nous voulons que tous appliquent les sanctions.

Q - Le recours à la force reste-t-il une option ?

R - Aucune option ne peut être écartée, mais le problème ne se pose pas de la même façon que pour d'autres pays dans le passé. Pour des raisons politiques, géographiques, stratégiques et militaires.

Q - Une zone d'exclusion aérienne est-elle au moins envisageable ?

R - Elle a été évoquée par nos amis turcs. En abattant un avion turc, le régime syrien a démontré qu'il avait des moyens de défense antiaérienne importants.

Q - La capacité défensive d'Assad est plus forte que ne l'était celle de Kadhafi en Libye ?

R - Oui.

Q - La Russie et la Chine boycottent la conférence de Paris. Comment les convaincre ?

R - Leur absence ne constitue pas une surprise. Mais je note une évolution récente : ils étaient présents la semaine dernière à Genève. Lors de sa dernière tournée au Proche-Orient, M. Poutine a dû ressentir combien les opinions publiques arabes étaient à l'opposé de ses préférences. La Russie et la Chine sont attachées au principe de non-ingérence dans les affaires des États et à l'ordre. Mais, en tant que grandes puissances et membres permanents du Conseil de sécurité, elles doivent aussi se préoccuper de ce qui peut menacer la paix. Or, qui peut croire qu'avec Bachar Al-Assad et son régime on puisse

aboutir à un ordre acceptable ? Personne. Le soutien à Assad n'aboutit qu'à un désordre sanglant.

Q - S'il quitte le pouvoir, Al-Assad devra-t-il rendre des comptes devant la justice internationale ?

R - Oui, on ne peut pas admettre que des crimes qui ont déjà fait plus de 16.000 victimes restent impunis. Certains dénoncent aujourd'hui des exactions de la part de la rébellion mais, lorsque les massacres ont commencé, la population syrienne était pacifique. C'est lui qui a porté la terreur dans son pays.

Q - L'opposition syrienne est encore très divisée, c'est un problème pour la suite ?

R - Le fait que des opposants de tous les horizons soient réunis à Paris est très positif. Nous lançons un appel à l'unité. La réunion de Genève a défini les grandes lignes de la transition politique. Des progrès ont été constatés récemment lors d'une réunion au Caire. Il reviendra à Kofi Annan, l'envoyé conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe, d'aider à la mise sur pied d'un gouvernement de transition.

Q - Quelles limites fixera la communauté internationale pour choisir les dirigeants syriens qui assureront cette transition, et notamment ceux issus du régime ?

R - Nous devons être très fermes sur les principes : l'intégrité du territoire, le respect du droit des femmes et des différentes communautés, la mise en place d'une Constitution et d'élections au suffrage universel. Quant au choix des personnalités, elles seront bien sûr issues de l'opposition, mais il peut en exister aussi d'autres, dès lors qu'elles n'ont pas été impliquées en première ligne dans les crimes et la répression.

Q - Les autres pays du Printemps arabe ont porté des islamistes au pouvoir. Est-ce inévitable ?

R - Ceux qui ont été portés au pouvoir sont souvent ceux qui ont été auparavant le plus opprimés, c'est un phénomène compréhensible, presque mécanique. Nous devons à la fois soutenir l'aspiration à la démocratie et à la liberté dans ces pays, appuyer économiquement et culturellement les populations, mais aussi être très attentifs aux principes démocratiques qui assurent la possibilité d'un ticket retour, c'est-à-dire d'une alternance politique. Comparaison n'est pas raison, mais rappelons-nous qu'en France, après la Révolution, il a fallu beaucoup d'épisodes avant d'arriver à la IIIe République. Aucune révolution n'est linéaire. Et puis, une fois confrontés à la réalité du pouvoir, ces mouvements seront sûrement perçus différemment par les opinions et eux-mêmes adapteront sans doute leur attitude aux réalités.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185462-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-dans